

*L'Adresse*

dépenses du Parlement et il a déjà pratiqué des compressions de 5 millions de dollars à ce chapitre. Le premier ministre a enrayé le coûteux processus de privatisation de l'aéroport Pearson. Il met un terme aux dépenses excessives outre-mer en intégrant nos ambassades à celles de l'Australie. Il a nommé un nouveau gouverneur de la Banque du Canada. Il réexamine actuellement le régime de pensions des parlementaires. Il veut vendre l'Airbus qui servait au transport du premier ministre.

• (2030)

À la Chambre, nous avons été témoins de changements importants durant les trois premières semaines de la première session de la 35<sup>e</sup> législature. Avant de présenter des projets de loi, le gouvernement a permis la tenue de débats auxquels nous avons tous pu participer. Nous avons discuté du maintien de la paix et des armes nucléaires et, la semaine prochaine, nous débattrons de la politique sociale. Nous pourrions aussi, et cela constitue une première, participer à un débat prébudgétaire.

Ce sont là de grandes réalisations, mais ce qui importe surtout, c'est que le gouvernement a déjà modifié considérablement la politique de relance de l'économie canadienne. Cette nouvelle approche économique aura des répercussions très concrètes sur ma circonscription et sur ma ville, celle de Hamilton.

Le gouvernement met en oeuvre un programme national d'infrastructure. Il signera des ententes avec toutes les provinces, et il suffira de quelques semaines pour que soient mis en oeuvre des programmes qui redonneront du travail aux Canadiens.

À l'occasion de la première période des questions de cette nouvelle législature, le premier ministre a souligné l'appui qu'il a reçu du maire de Hamilton, relativement au programme d'infrastructure. De nouveaux projets municipaux sont synonymes de nouveaux emplois dans le secteur de la construction, lesquels sont à leur tour synonymes de nouveaux emplois dans l'industrie sidérurgique. Voilà ce que veulent les Canadiens et les citoyens de Hamilton et voilà ce que le gouvernement leur offre.

Les Canadiens n'attendent pas de miracles du gouvernement, mais ils veulent avoir un espoir réaliste, des politiques réalistes pour créer des emplois. C'est pourquoi le programme d'infrastructure est si important. Il donnera un coup de pouce, au moment où cela compte le plus, pour faire redémarrer l'économie.

Cette même approche saine est au centre de la politique commerciale du gouvernement. Le premier ministre a dit qu'il ne mettrait l'ALENA en oeuvre que si les États-Unis et le Mexique acceptaient de négocier les questions des subventions, du dumping et des droits compensateurs. Le nouveau gouvernement a obtenu cet engagement.

Les nouveaux groupes de travail de l'ALENA chargés d'étudier le dumping et les subventions sont une mesure de première importance pour mettre un frein aux tactiques américaines de harcèlement contre les exportations canadiennes. La tâche ne sera pas facile, mais il est très important de souligner que le gouvernement a fait accepter aux États-Unis un délai de deux ans pour le règlement de ces questions cruciales.

Ces nouveaux groupes de travail sont particulièrement importants pour Hamilton, parce que, ces dernières années, il y a eu plus de mesures américaines prises contre l'acier que contre tout autre produit d'exportation. Un autre avantage est que le Mexique sera partie à ces négociations. C'est un progrès important quand on sait que l'acier canadien fait face en ce moment à quatre mesures commerciales distinctes au Mexique.

Je ne prétends pas que le gouvernement a résolu tous les problèmes du Canada en deux mois, mais il a pris des mesures importantes et agi promptement pour donner suite à ses promesses électorales. La création d'emplois et l'intégrité du gouvernement, voilà les engagements du premier ministre, et il les honore. Mais il reste beaucoup à faire.

Il faut faciliter aux petites entreprises l'accès aux capitaux, éliminer les barrières commerciales entre les provinces, créer un fonds d'investissement pour soutenir les entreprises dans les techniques de pointe. Nous devons alléger le fardeau de la réglementation pour les entreprises, réduire le déficit au moyen d'autres mesures de création d'emplois à long terme, protéger et renforcer nos services de santé, rendre nos quartiers et nos rues plus sûrs, créer le Service jeunesse. Il faut certainement remplacer la TPS.

• (2035)

Nous ne pouvons tout faire en même temps, mais nous pouvons et devons prendre les mesures nécessaires pour que chaque Canadien puisse se réaliser pleinement. Nous pouvons et nous devons traiter tous les Canadiens avec dignité, équité, compassion. Nous pouvons et devons veiller à ce que le Canada soit concurrentiel, tolérant, indépendant, fier.

[Français]

Il y a beaucoup de travail à faire au Parlement. Au cours des deux derniers mois, ainsi que lors du discours du Trône, le premier ministre a démontré ses qualités de leadership.

[Traduction]

Comme je l'ai dit au début, nous avons une chance extraordinaire de vivre dans une démocratie où les débats animés sont permis. J'espère que nous ne perdrons pas de vue, au cours de ces débats, que nous sommes ici pour représenter les Canadiens qui comptent que nous ferons passer avant tout la création d'emplois et l'intégrité. J'ai hâte de travailler avec tous les autres députés pour atteindre ces objectifs.

[Français]

**M. Stéphane Bergeron (Verchères):** Monsieur le Président, j'aimerais féliciter et remercier ma collègue pour sa présentation. J'aimerais lui dire que je partage avec elle une préoccupation essentielle, à savoir la sidérurgie. Dans mon comté, j'ai également une importante industrie sidérurgique. Sur le territoire de ma circonscription, il y a deux grandes aciéries, Sidbec-Dosco et Stelco McMaster.

J'ai été presque ému en voyant l'enthousiasme et la fébrilité de ma collègue à l'égard des réalisations du gouvernement et du premier ministre jusqu'à présent. Elle nous en a décrit quelques-unes, notamment, en tout premier lieu, la réduction du budget de la Chambre des communes.